

Figaro Vox, 6 mars 2020

Guillaume Perrault: «Le désarmement moral des Européens face à Erdogan»

FIGAROVOX/ANALYSE - L'idée d'engager un bras de fer avec un État étranger hostile semble devenue impensable pour les institutions européennes et les chefs d'État et de gouvernement de l'ouest de l'Europe, s'inquiète le rédacteur en chef de FigaroVox et des pages Débats du Figaro.

Par Guillaume Perrault



Le président du Conseil européen Charles Michel et le président turc Recep Tayyip Erdogan, à Ankara, le 4 mars. MURAT CETINMUHURDAR/AFP

Guillaume Perrault est rédacteur en chef de FigaroVox et des pages Débats du Figaro. Maître de conférences à Sciences Po, il enseigne l'histoire politique française et les institutions politiques. Son dernier ouvrage, «Conservateurs, soyez fiers!», est paru chez Plon en 2017.

Voilà une situation comme on en vit sans doute rarement dans l'histoire: le chef d'État d'une puissance étrangère, Erdogan, qui insulte et menace les 27 pays de l'Union européenne, met ses menaces à exécution, et ne suscite de leur part, à ce jour, ni blâme fermement formulé, ni riposte diplomatique, ni sanctions commerciales. Comment, en Europe, l'homme de la rue

n'éprouverait-il pas un sentiment d'humiliation devant un spectacle aussi stupéfiant? L'idée d'engager un bras de fer, un conflit diplomatique avec un État étranger hostile semble devenue indicible et, partant, impensable pour les institutions européennes et les chefs d'État et de gouvernement de l'ouest de l'Europe.

On sait pourtant depuis l'Antiquité grecque que la confrontation est inhérente aux rapports entre États. Un corps politique, une cité se définit notamment par sa capacité à nommer ses ennemis et à les distinguer de ses alliés. Machiavel, dans *Le Prince*, recommandait d'être plutôt craint qu'aimé, choix «*beaucoup plus sûr*». Désirer être aimé, c'est se placer dans la dépendance d'autrui ; vouloir être craint, c'est placer les autres dans sa dépendance, expliquait le Florentin. En outre, «*la crainte est maintenue par la peur du châtement, qui ne vous abandonne jamais*», à la différence de l'amour, plus aléatoire (chapitre XVII). Or dans le *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Machiavel étend le même raisonnement aux relations entre États.

L'effondrement de l'autorité n'est-elle pas la vraie et seule "crise de civilisation" ?

Raymond Aron dans «Plaidoyer pour l'Europe décadente»

Ces notions élémentaires de la philosophie politique, qui rejoint ici le sens commun, les dirigeants européens ont pourtant cru pouvoir les bannir depuis plus d'un demi-siècle. L'affaiblissement, en Europe de l'Ouest, des grands collectifs surplombants (nations, religion chrétienne, idéologies politiques), la consécration des droits individuels comme seul principe de légitimité encore concédé à l'action publique, engagés dès la fin des années 1960, ont produit peu à peu tous leurs effets avec le renouvellement des générations. Les relations de l'Europe avec le reste du monde n'ont pas été moins bouleversées que les rapports entre individus au sein de chaque pays européen. En juillet 1870, la France déclarait la guerre à la Prusse «*le cœur léger*» (Émile Ollivier, président du Conseil) pour une dépêche d'Ems où l'on peine aujourd'hui à déceler l'insolence qui, à l'époque, enflamma les journaux parisiens et les boulevards. Et, cent cinquante ans plus tard, passant d'un extrême à l'autre, l'Union européenne, régie par le droit et le marché, n'est même plus capable de se comporter comme un véritable corps politique, d'assumer un antagonisme avec la Turquie d'Erdogan dans le

domaine des relations internationales et d'apporter à la Grèce un concours à la hauteur de l'enjeu.

Pour décrire ce désir d'échapper au tragique de l'histoire, on dit volontiers que l'Union européenne se rêve comme une grande Suisse qui se soustrairait au bruit et à la fureur du monde alentour. C'est en réalité bien pire. Car la Suisse, quoique neutre depuis 1815, conserve un solide esprit civique enraciné dans l'histoire longue de ses cantons, un service militaire obligatoire toujours en vigueur et un référendum d'initiative populaire, épée de Damoclès pour les autorités fédérales. Tout lien n'a pas été rompu avec l'antique conception de la liberté des Anciens chez les descendants de Benjamin Constant, alors que la liberté des Modernes a triomphé sans partage parmi les petits-enfants de Jean Monnet et Robert Schuman (qui en seraient peut-être les premiers surpris).

Est-ce à dire qu'il suffirait que les États nations qui composent l'Union européenne retrouvent leur souveraineté et la maîtrise de leurs frontières nationales pour que la capacité politique ressuscite aussitôt? On ne le soutient nullement ici. L'affaïssement de la conception classique de la chose publique qu'on s'est efforcé de décrire a précédé la création de l'Union européenne en 1992. Le traité de Maastricht n'a fait que ratifier la nouvelle sensibilité collective qui avait déjà triomphé à l'époque en Europe. Dès 1977, alors que la CEE ne comptait que neuf membres et se cantonnait à la sphère économique, Raymond Aron s'inquiétait, dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente*: «*L'effondrement de l'autorité n'est-elle pas la vraie et seule "crise de civilisation"?* (...) *Nul n'obéit à quelqu'un qui ne croit pas à son droit de commander.*» Sans doute peut-on en revanche soutenir que les institutions européennes ont traduit et parachevé l'effondrement de la volonté politique provoqué par les bouleversements intervenus dans les sociétés des pays membres.

Face à Erdogan, puissions-nous en tout cas ne pas vérifier, dans les mois qui viennent, la pertinence du jugement de Lucien Bodard à propos de l'exécutif en France: «*La machine républicaine et gouvernementale se révèle d'un poids effrayant ; c'est quelque chose de grippé, d'impossible à remuer, le colosse de l'inertie, le monde du néant.*»